

COLLOQUE DES 30 ANS DU **RÉSEAU** INTERSYNDICAL DE  
**SENSIBILISATION** À L'ENVIRONNEMENT

Bienvenue!



26 juin 2026



# INTRODUCTION

Vanessa Amboldi, directrice du CEPAG



# Analyse des résultats d'enquête

Quelle concertation sociale dans les entreprises wallonnes ?

Juin 2026

# Introduction

# Cellules RISE et Fast : missions

---

SENSIBILISATION

DÉVELOPPEMENT  
DE PROJETS

ACCOMPAGNEMENT

VERS UNE TRANSITION SOCIALEMENT JUSTE, CRÉATRICE D'EMPLOIS  
DURABLES ET DE QUALITÉ,  
ET D'UNE RÉDUCTION DES INÉGALITÉS SOCIALES.

# Objectifs de l'enquête

2  
0  
2  
5

Caractériser la concertation sociale

Permettre d'estimer l'adéquation de cette concertation avec les objectifs de la Déclaration de politique régionale (DPR) 2024-2029 ;

Mesurer les évolutions intervenues depuis la précédente enquête de 2017 ;

Évaluer l'impact du travail mené par les cellules syndicales ;

Identifier les besoins des délégués afin de mieux y répondre de manière plus ciblée ;

Mettre en évidence d'éventuelles bonnes pratiques.

# Population d'enquête

192  
CSC

55  
FGTB

127  
CGSLB

Délégations  
d'entreprises  
ayant leurs  
siège social  
ou leur siège  
d'exploitation  
en Wallonie

273  
entreprises

+50  
travailleurs

348  
réponses

+14,3%  
de réponses par  
rapport à 2017

# Secteurs après regroupement

Soins de santé  
17,95%

Service aux grandes E et aux particuliers  
11,72%

Secteur public y compris le transport de  
personnes 10,26%

Construction métallique,  
mécanique et électrique  
8,42%

Chimie 7,33%

Soins aux  
personnes  
6,23%

Enseignement  
5,86%

Alimentation  
5,49%

Associatif  
3,66%

Travail adapté  
3,66%

Commerce de  
détail  
2,56%

# Secteurs après regroupement

Transport de  
marchandises et  
logistique 2,56%

Banques et  
assurances  
2,2%

Garages  
1,83%

Sidérurgie  
1,47%

Grands  
magasins  
1,47%

Céramique/briqueterie/verre  
1,47%

Papier  
1,1%

Construction bâtiment  
1,1%

Aviation  
0,73%

Gaz et  
électricité  
0,73%

Hôtellerie  
0,73%

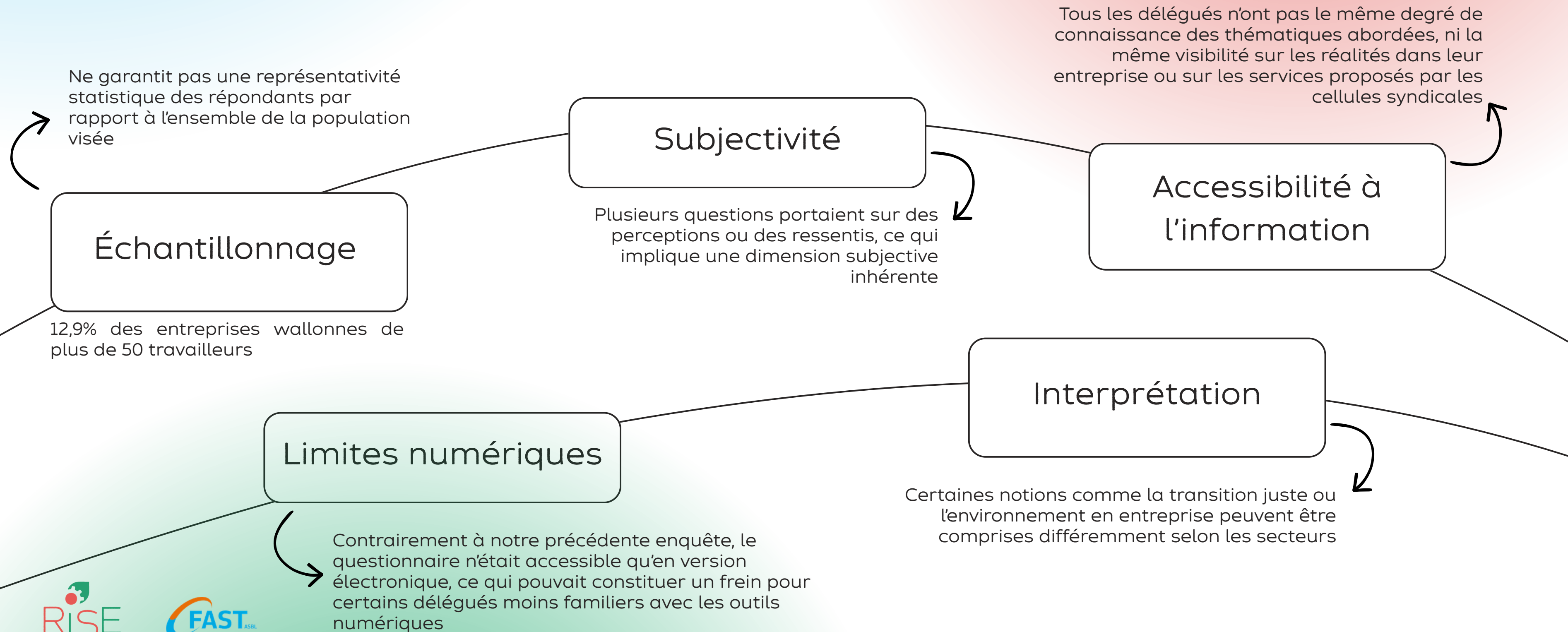
Cimenterie  
0,37%

Bois  
0,36%

Imprimerie  
0,37%

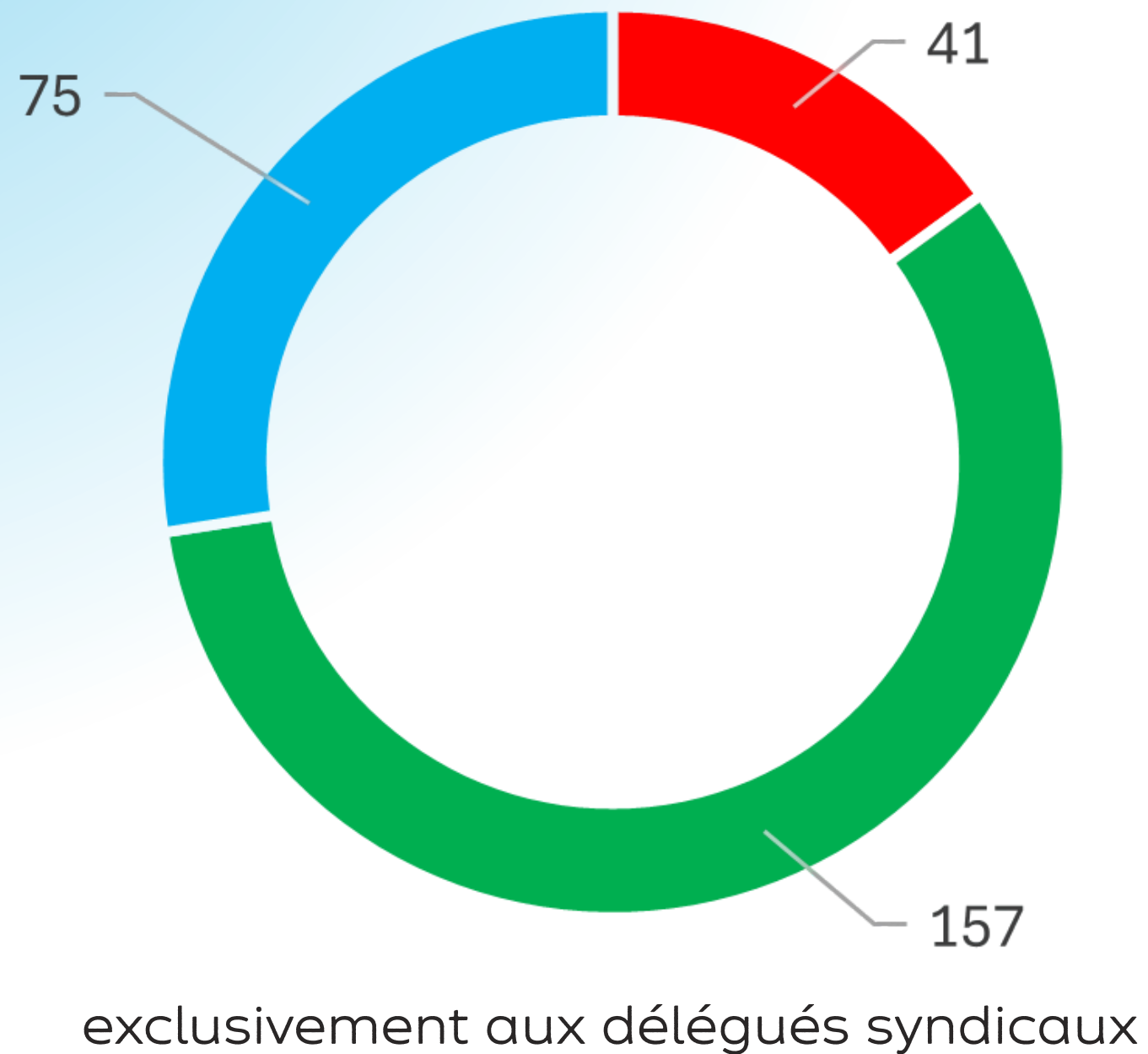
Textile  
0,36%

# Points d'attention



# Analyse

# Appartenance syndicale comparable à 2017



57,5%

sont affiliés à la CSC

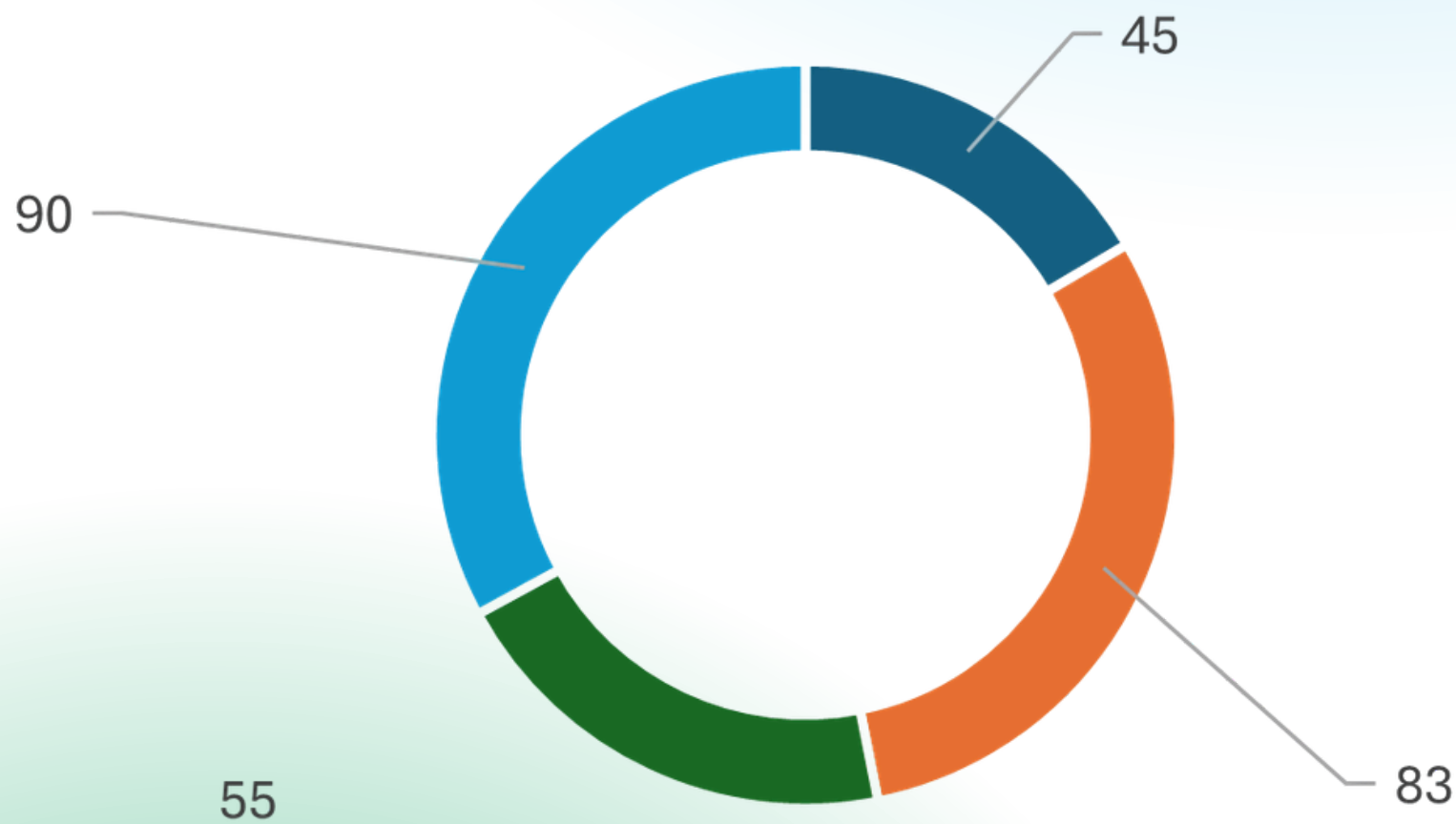
27,5%

sont affiliés à SYNOVA

15%

sont affiliés à la FGTB

# Taille de l'entreprise



**32,97%**

de plus de 500 travailleurs  
surreprésentées (7,31% au niveau  
régional)

**30,40%**

entre 100 et 249 travailleurs

**20,15%**

entre 100 et 249 travailleurs

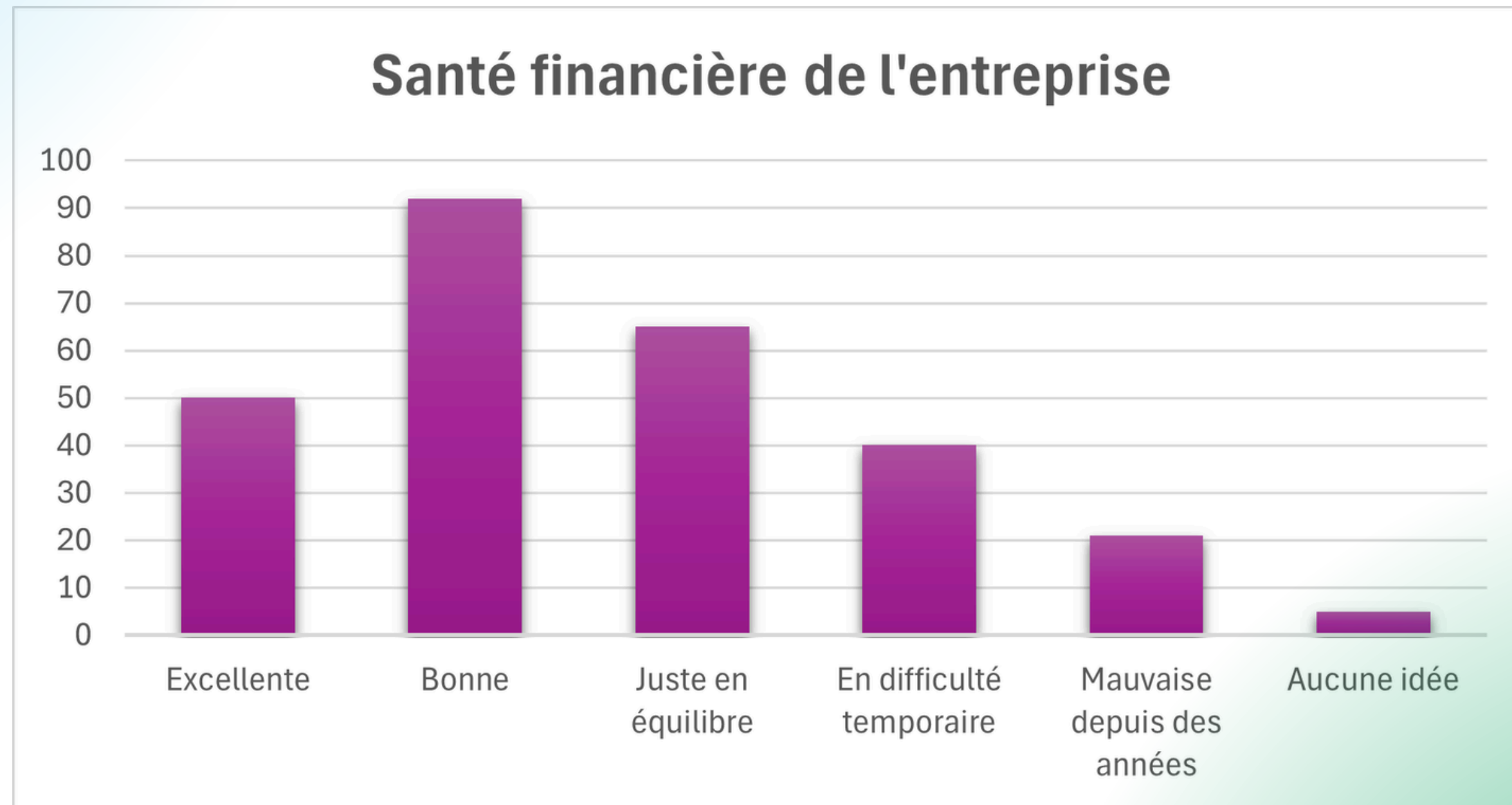
**16,48%**

entre 50 et 99 travailleurs

sous-représentées dans notre échantillon  
alors qu'elles représentent 50,84% des E  
wallonnes selon l'ONSS

# Santé financière de l'E

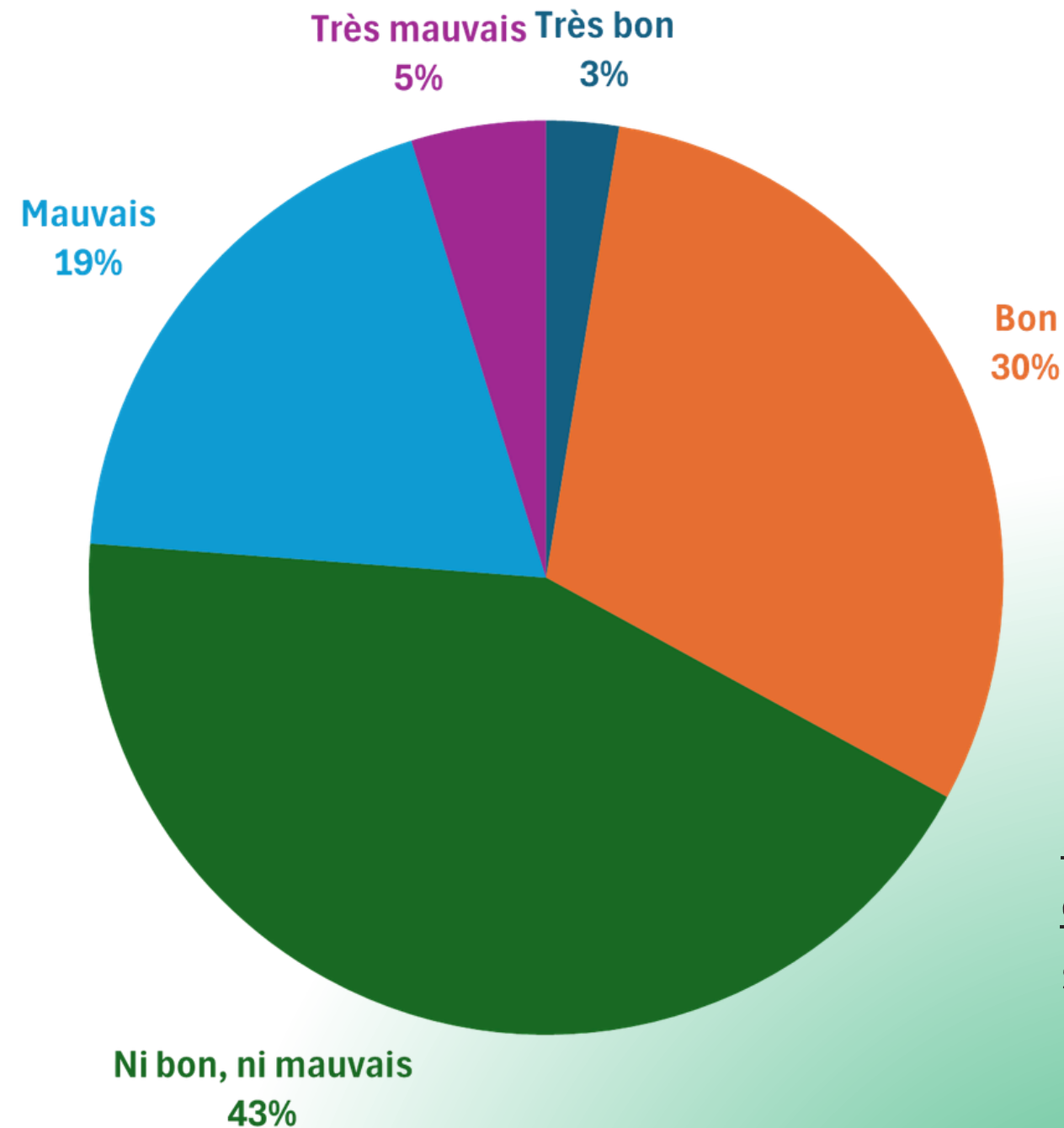
La perception des délégués quant à la santé financière de leur entreprise : permet d'analyser d'éventuelles corrélations entre la situation économique des entreprises et leur dynamisme en matière d'environnement et de mobilité



# Climat social de l'entreprise

La perception des délégués quant au climat social de l'entreprise (sans définition précise )

Ces résultats attestent d'un relatif équilibre par rapport à la précédente enquête lors de laquelle 38% des répondants qualifiaient le climat social de bon et 44,35% de ni bon, ni mauvais.

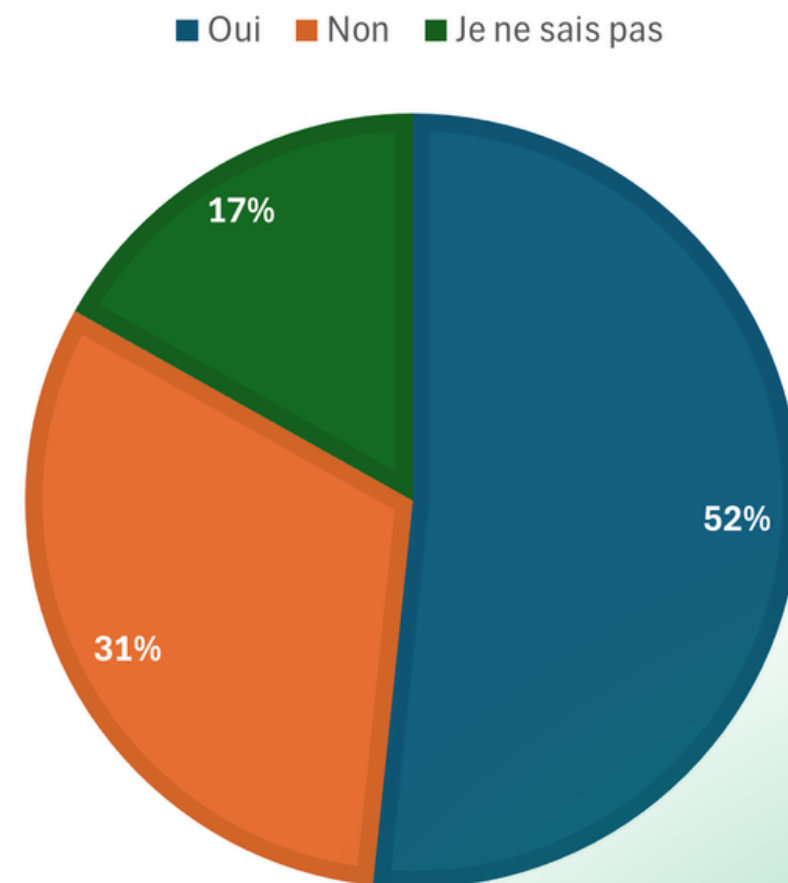


Ils soulignent aussi l'importance de renforcer la qualité du dialogue social au sein des entreprises.

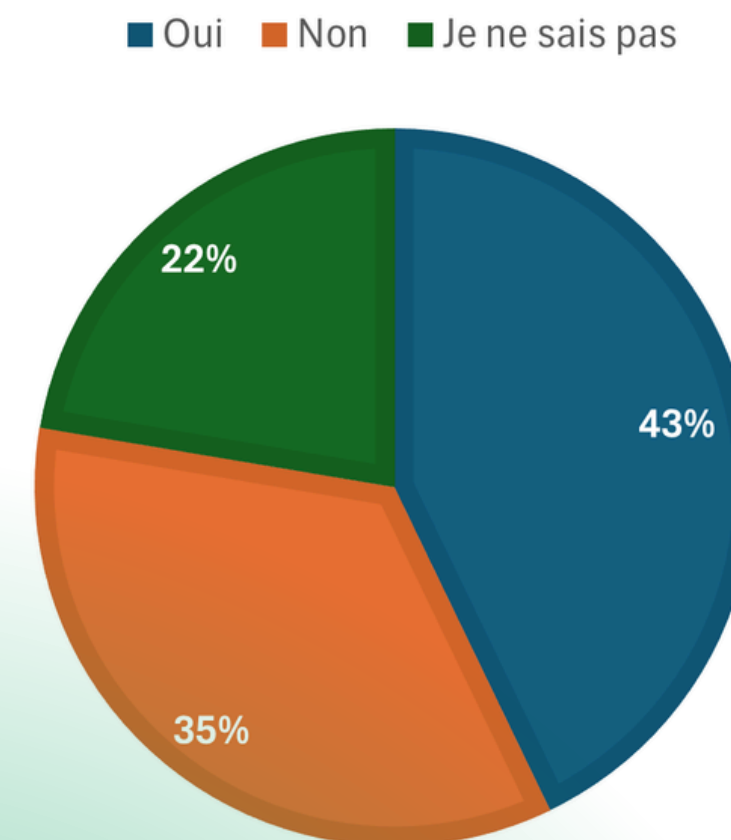
# Responsables environnement et mobilité

Plus de la moitié (51,65 %) ont une personne en charge des questions d'environnement et 43% ont une personne en charge de la mobilité. L'intérêt ici est de vérifier l'influence de ces personnes sur la motivation de l'entreprise.

PERSONNE EN CHARGE DE L'ENVIRONNEMENT



PERSONNE EN CHARGE DE LA MOBILITÉ



# Profils des répondants

En 2017 : 69,04% d'hommes

Progression de la participation des femmes

59%

sont des hommes

52,75%

sont âgés de 50 ans ou plus

64,84%

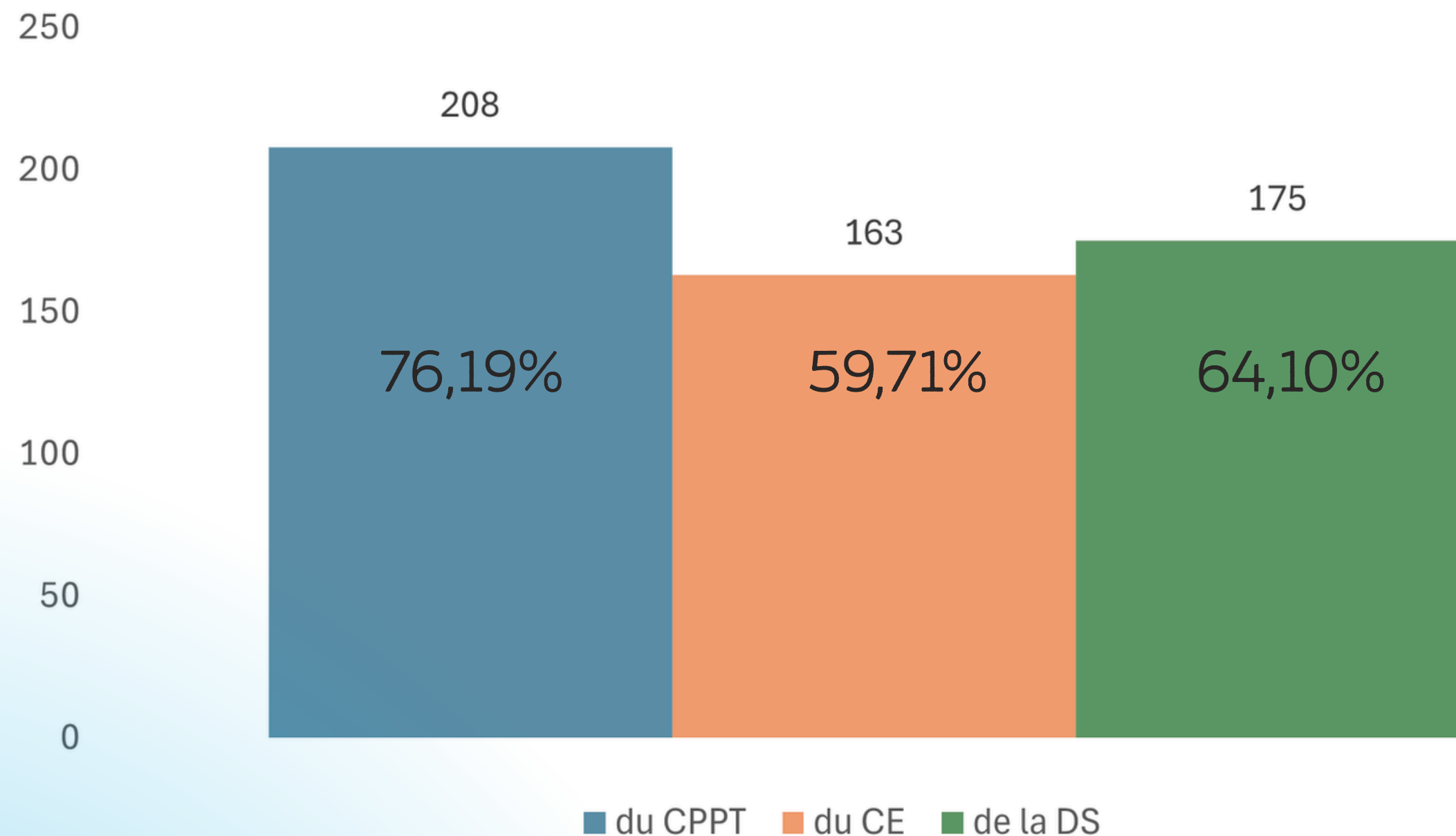
sont employés

27,47%

sont ouvriers

# Mandats syndicaux

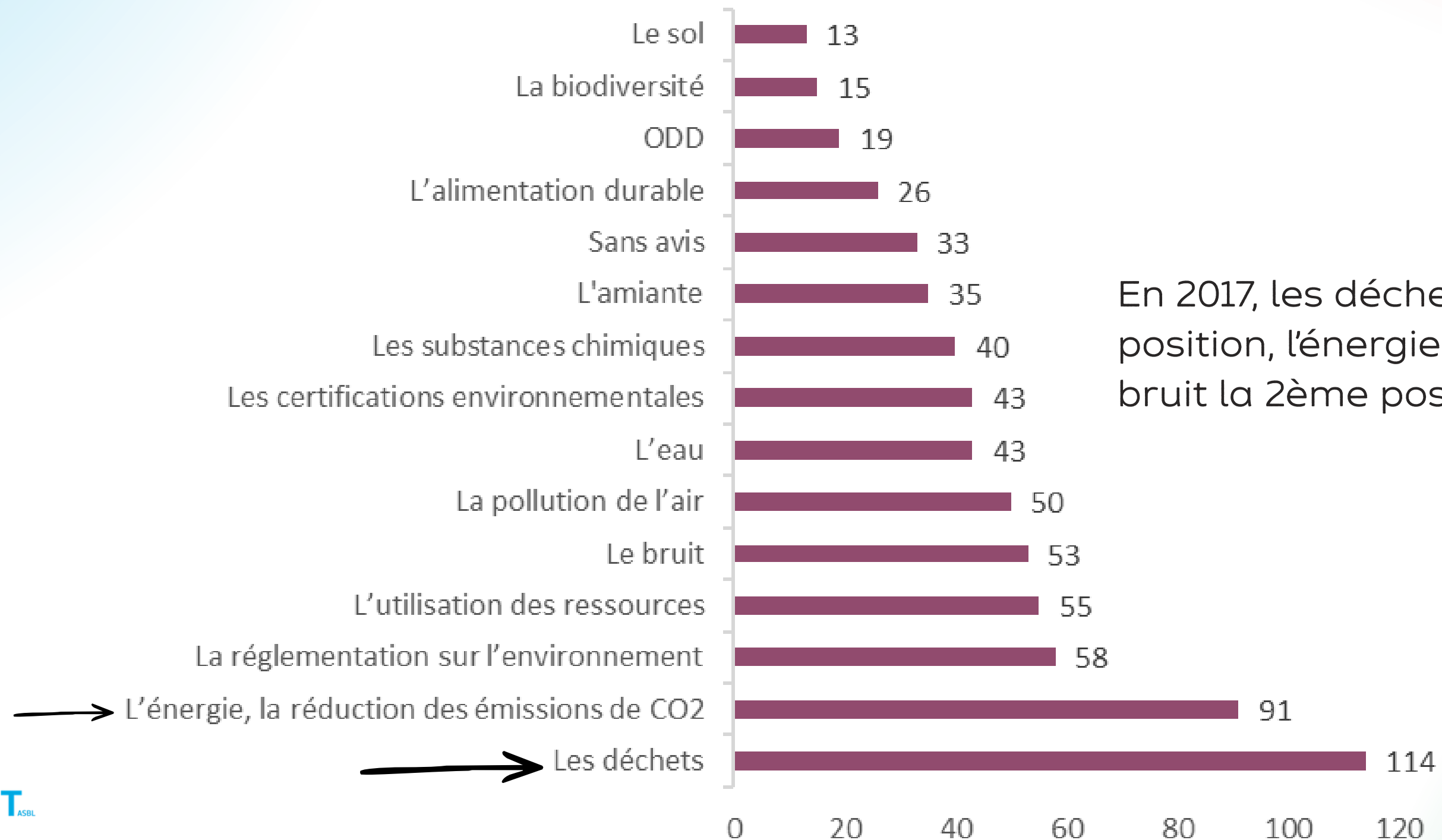
58% des répondants sont des délégués chevronnés : panel de répondants avec une expérience et une expertise  
Chaque mandat donne la possibilité d'aborder les sujets sous des angles différents : vision complète



En 2017, ces chiffres étaient respectivement de 59,83%, 79,5% et 59,83%, ce qui révèle une inversion des tendances au niveau de la représentation au CE et au CPPT.

# Les thèmes environnementaux

Abordés dans les entreprises au cours des 12 derniers mois

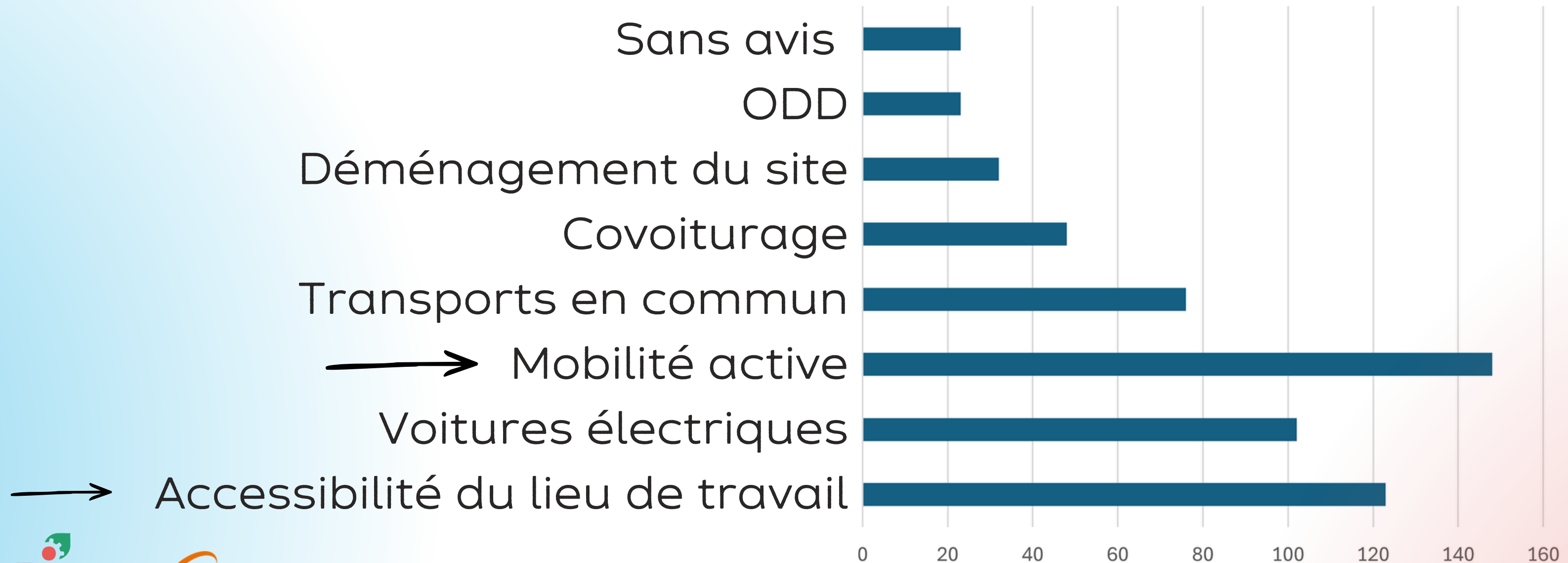


# Les thèmes mobilité

Cette question ne figurait pas dans la précédente enquête.

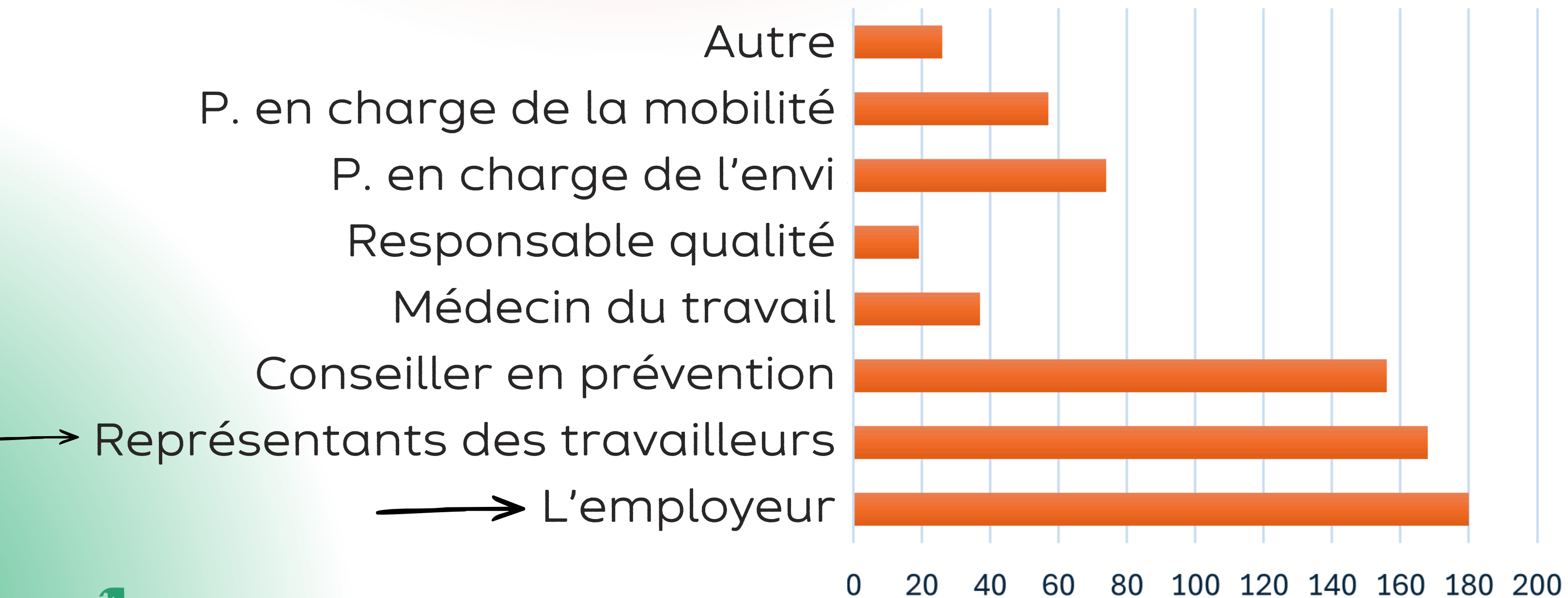
Les entreprises discutent de sujets proches du quotidien des travailleurs.

L'intérêt pour les voitures électriques reflète les enjeux actuels.



# Les acteurs

qui participent à la concertation sociale



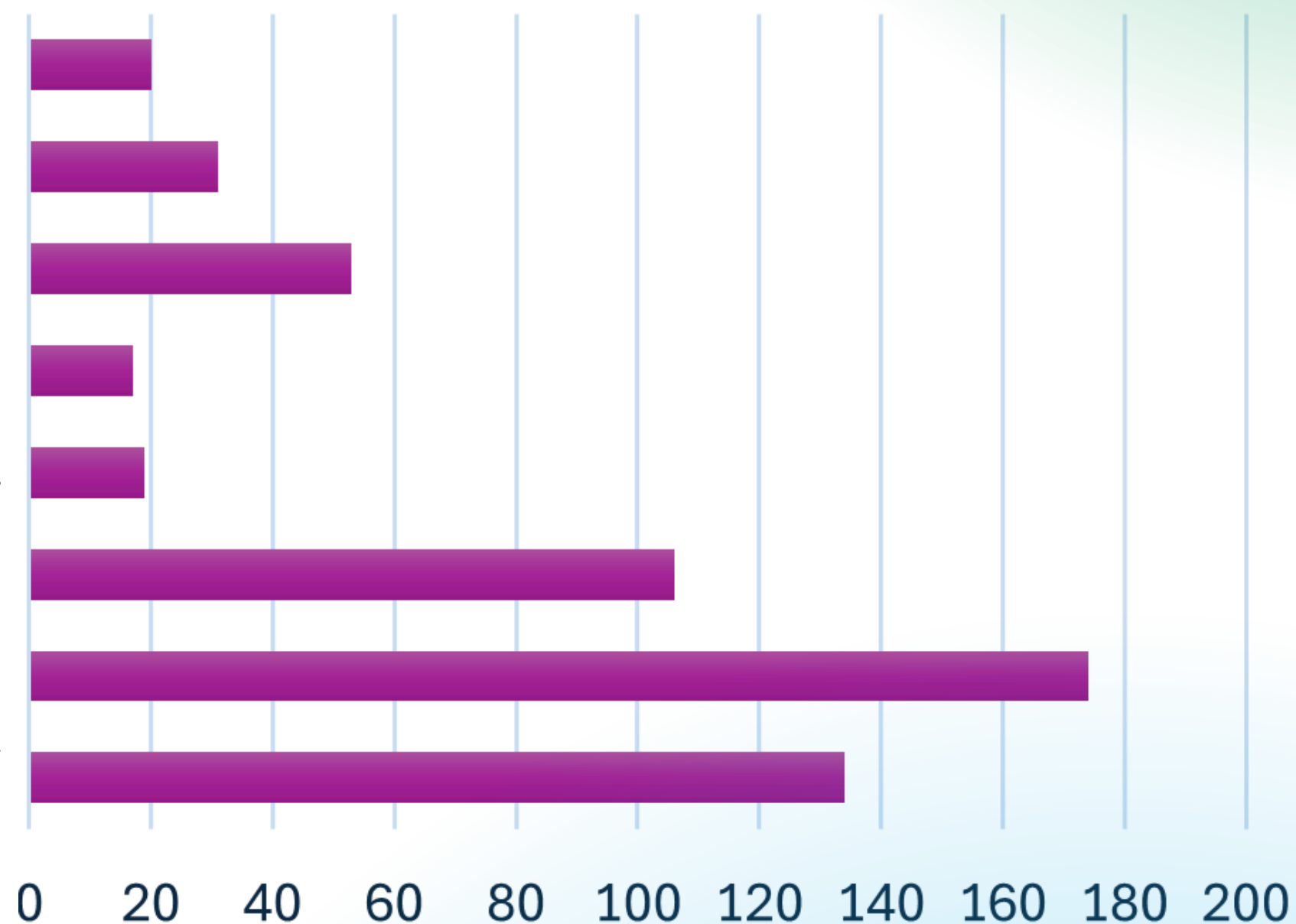
# Qui prend l'initiative?

Qui met les points à l'OJ?

Le fait d'avoir participé aux formations influence l'impulsion des répondants

La santé financière de l'entreprise influence la prise d'initiative de l'employeur

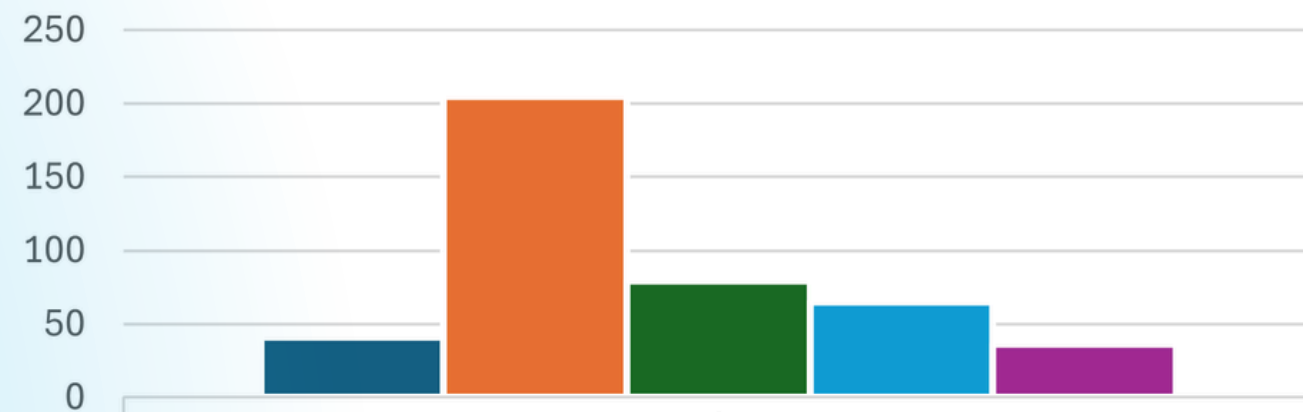
Autre  
P. en charge de la mobilité  
P. en charge de l'envi  
Responsable qualité  
Médecin du travail  
Conseiller en prévention  
Représentants des travailleurs  
L'employeur



# Dans quelles instances?

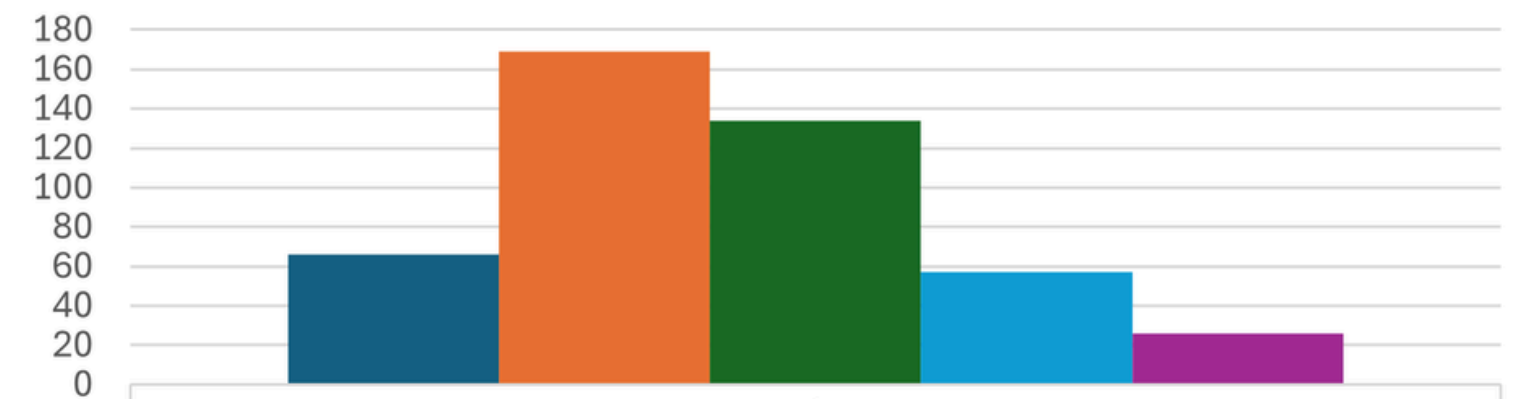
Le CPPT apparait largement comme l'instance la plus mobilisée (même tendance en 2017)

## Environnement



■ En DS	41
■ En CPPT	205
■ En CE	79
■ En groupe de travail	65
■ Autre	36

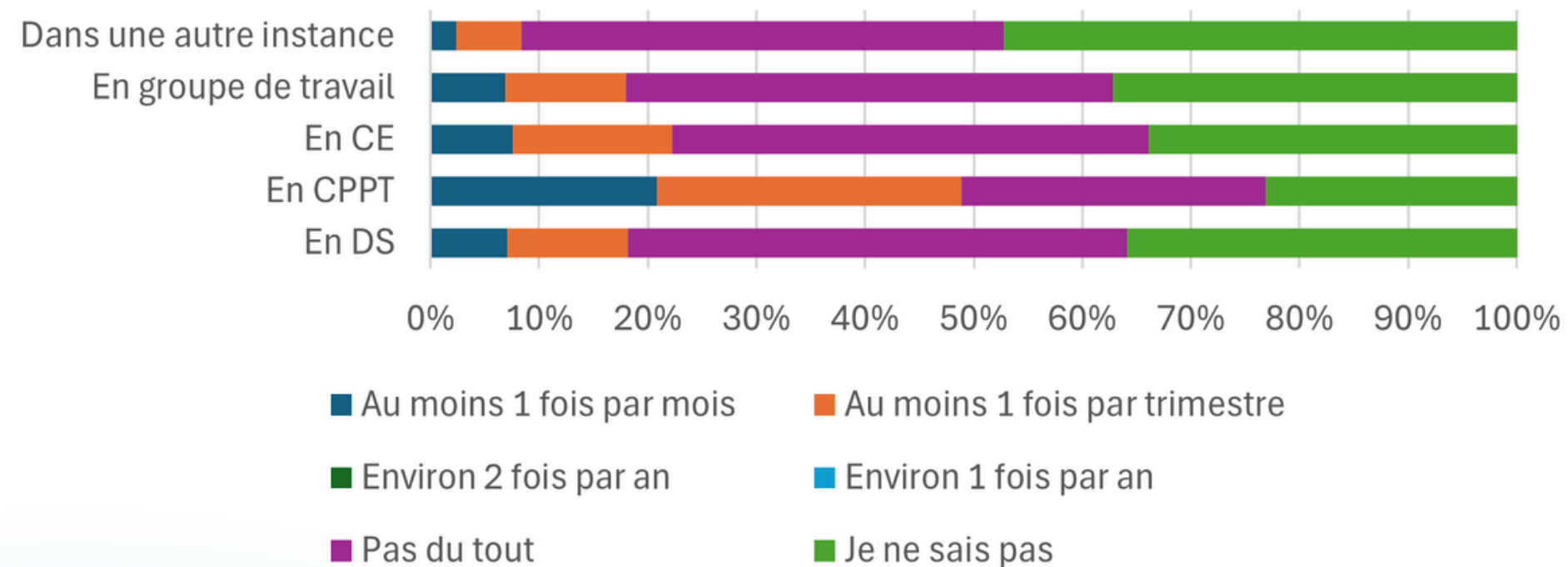
## Mobilité



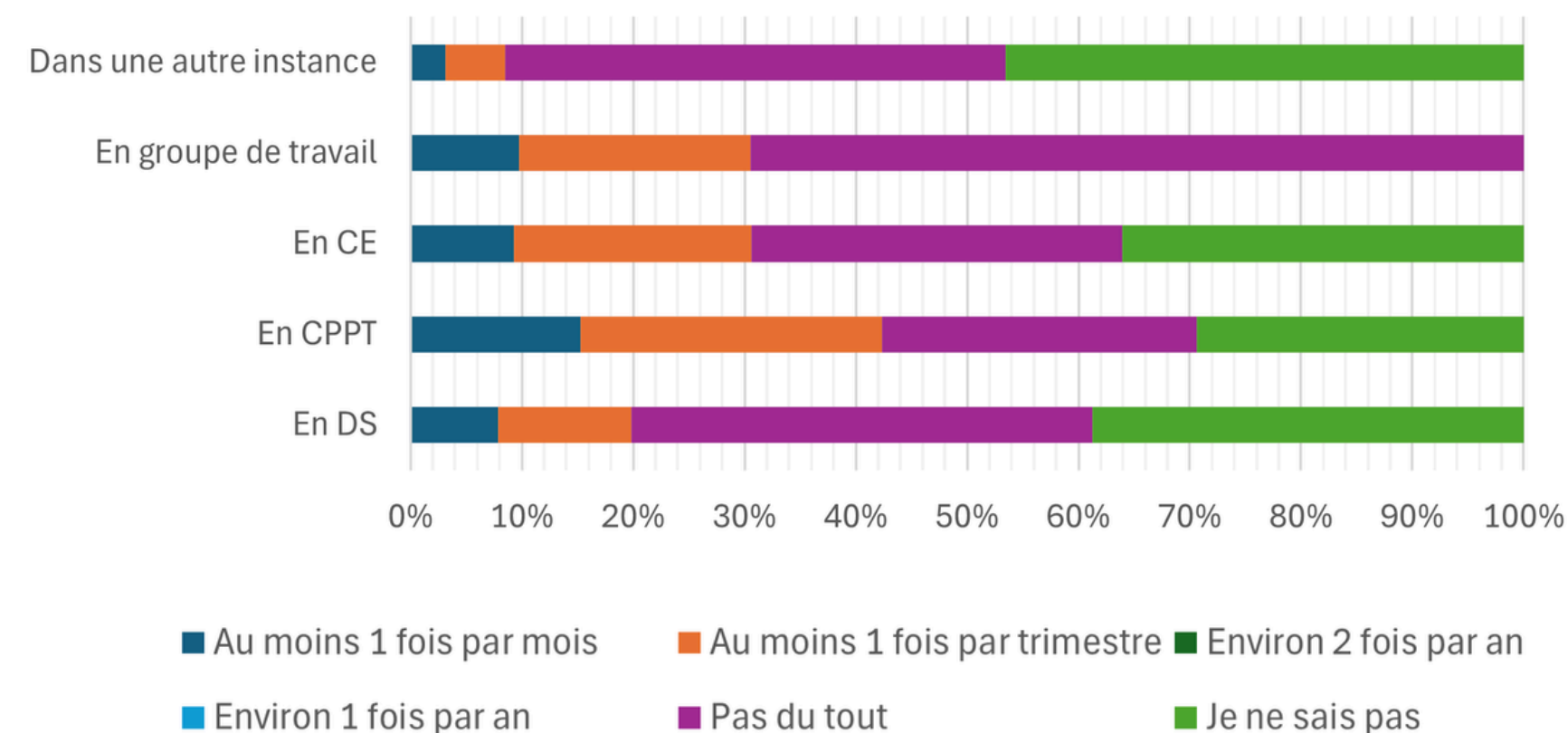
■ En DS	66
■ En CPPT	169
■ En CE	134
■ En groupe de travail	57
■ Autre	26

# À quelle fréquence ?

## Environnement

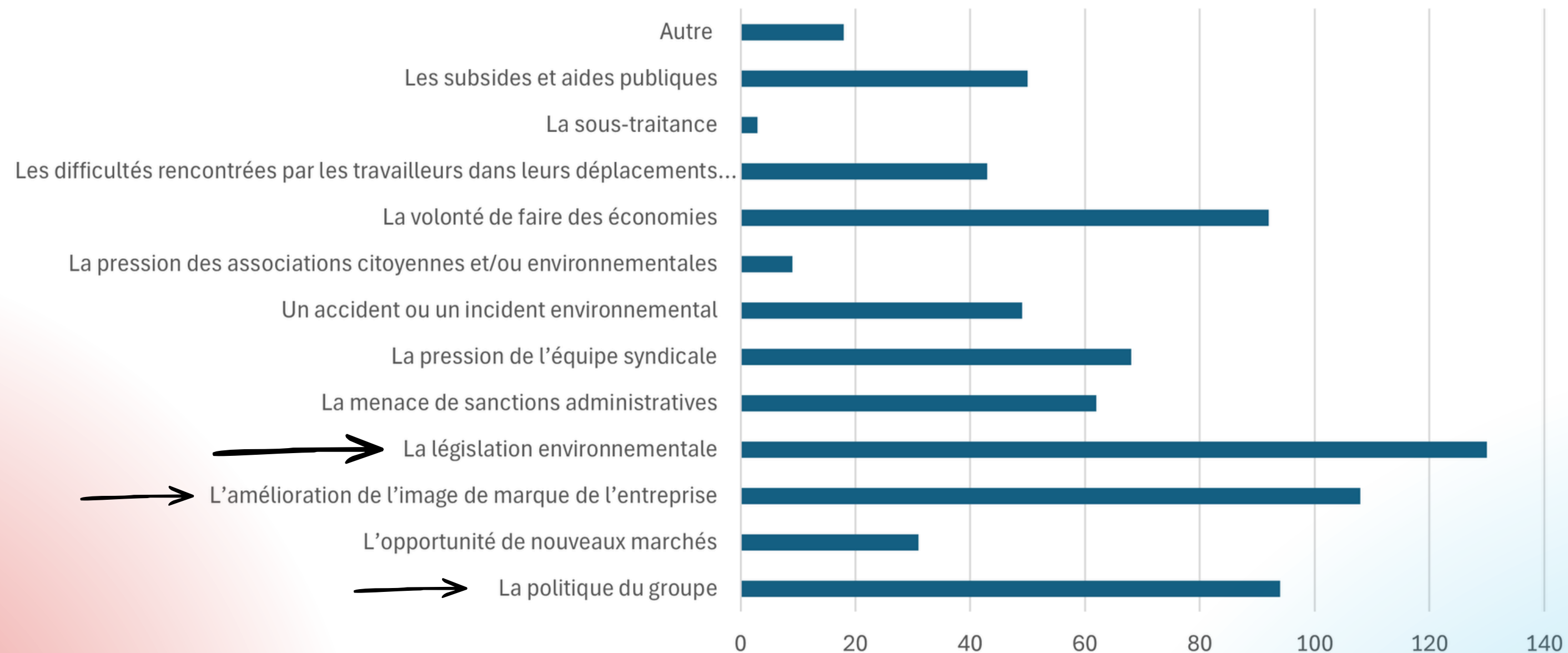


## Mobilité



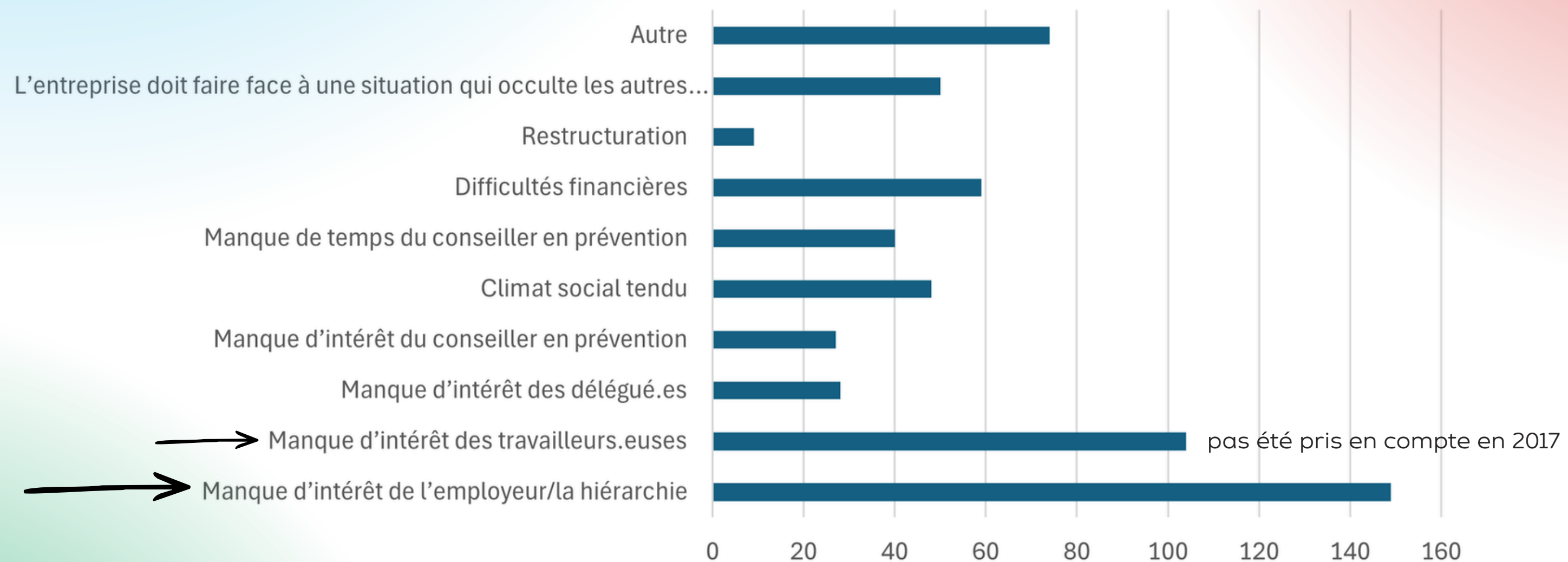
# Facteurs qui facilitent la prise en compte

## Environnement et mobilité



# Facteurs qui freinent la prise en compte

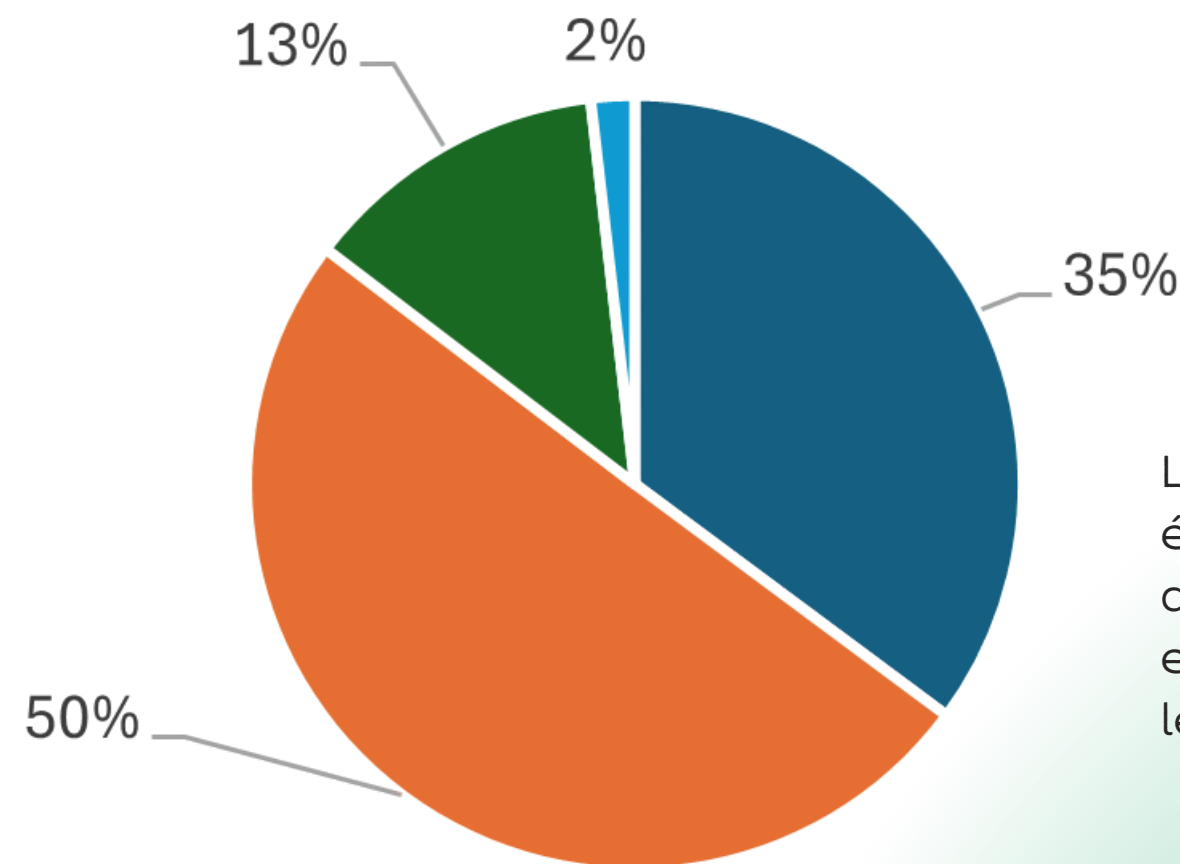
## Environnement et mobilité



# Importance des thématiques Environnement

Un délégué sur deux considère les thématiques environnementales comme "importantes" et 35 % les jugent "très importantes" (85% des délégués). S'il existe une personne en charge de l'environnement dans l'entreprise, ces questions sont considérées comme plus souvent importantes.

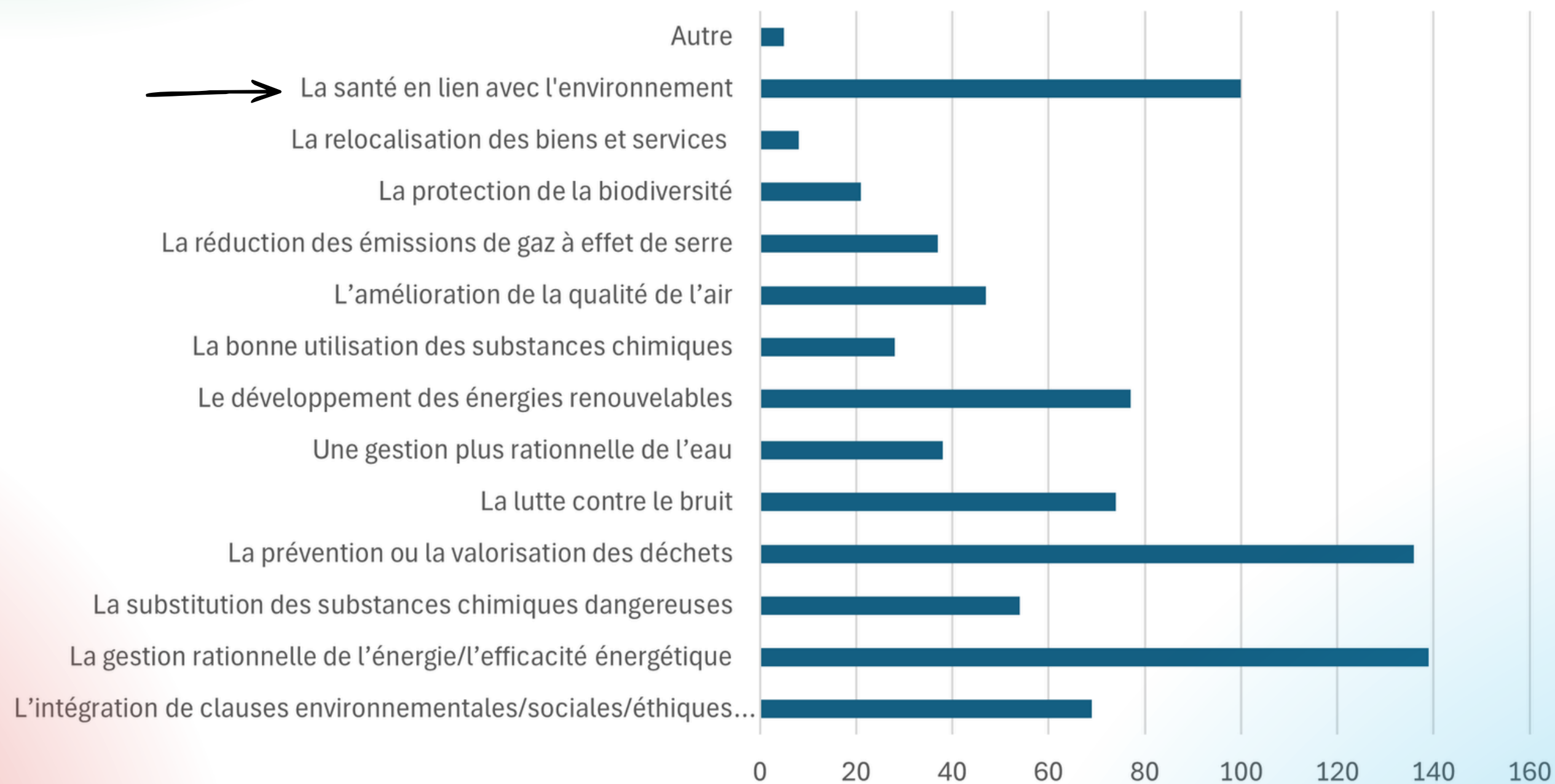
■ Très important   ■ Important   ■ Peu important   ■ Pas important du tout



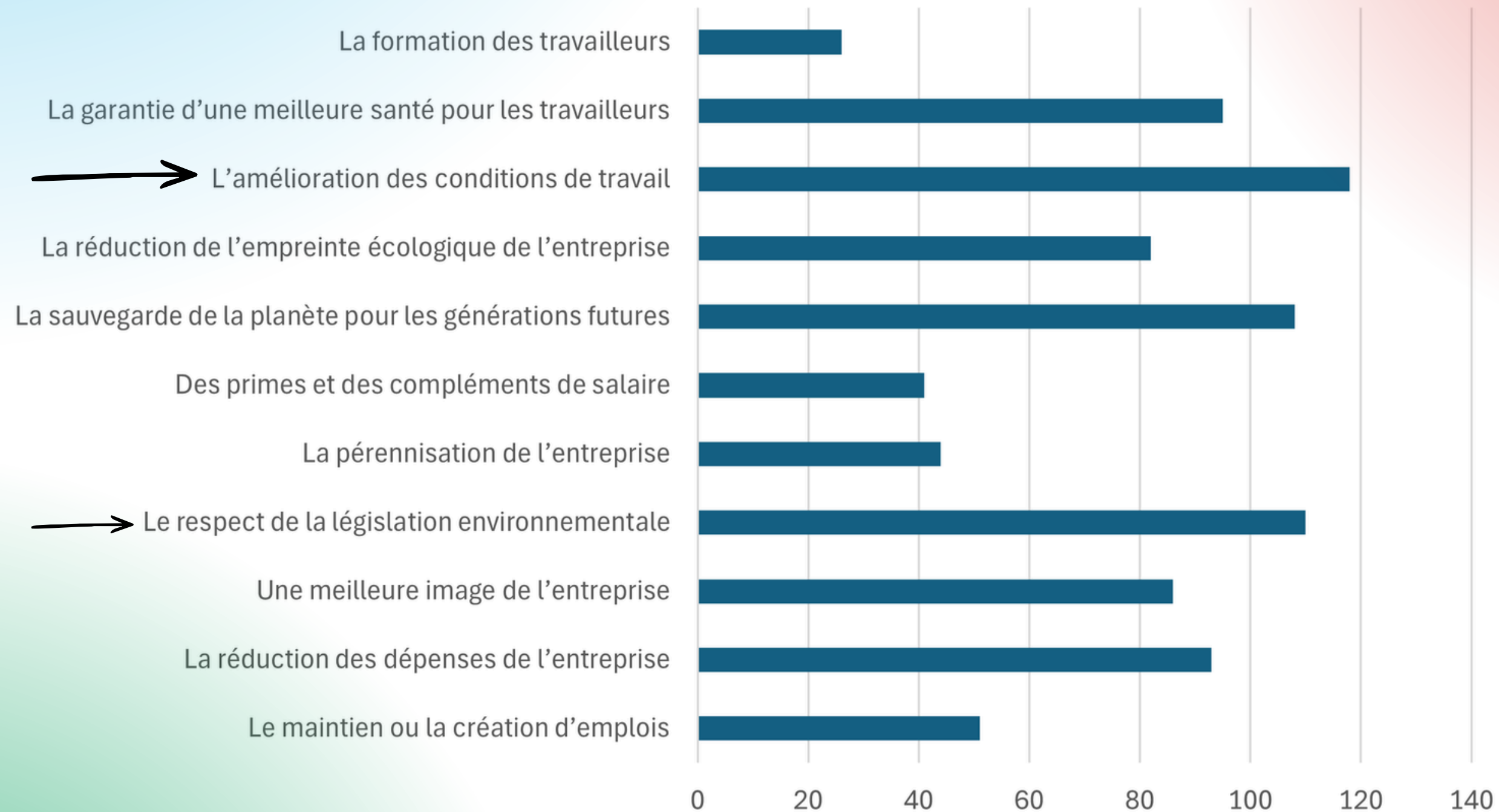
Lors de l'enquête menée en 2017, la perception était encore plus favorable : 65,69 % des délégués déclaraient que les questions environnementales étaient importantes dans leur entreprise et 25,2 % très importantes

# Les priorités en matière d'environnement

Pas des sujets abordés dans le cadre de la concertation sociale mais des priorités propres des représentants



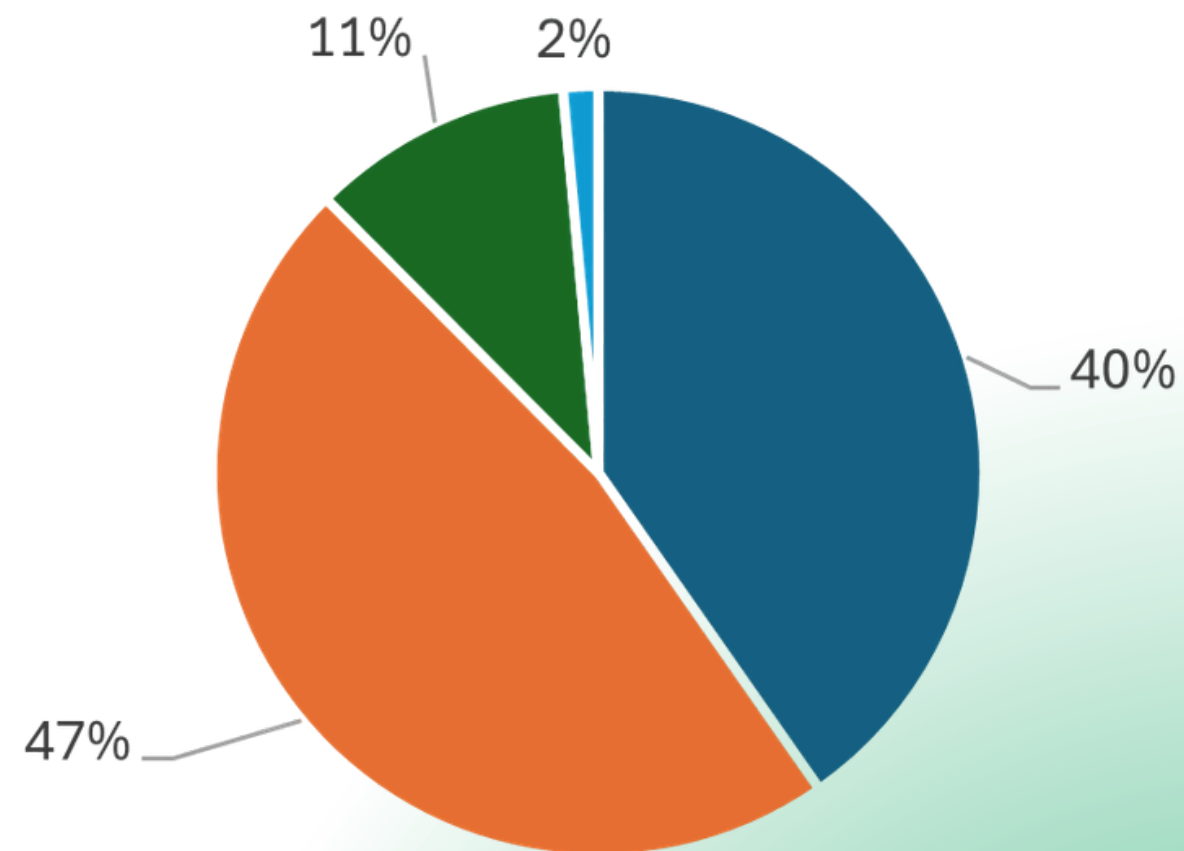
# Les motivations à travailler sur les questions d'environnement



# Importance des thématiques Mobilité

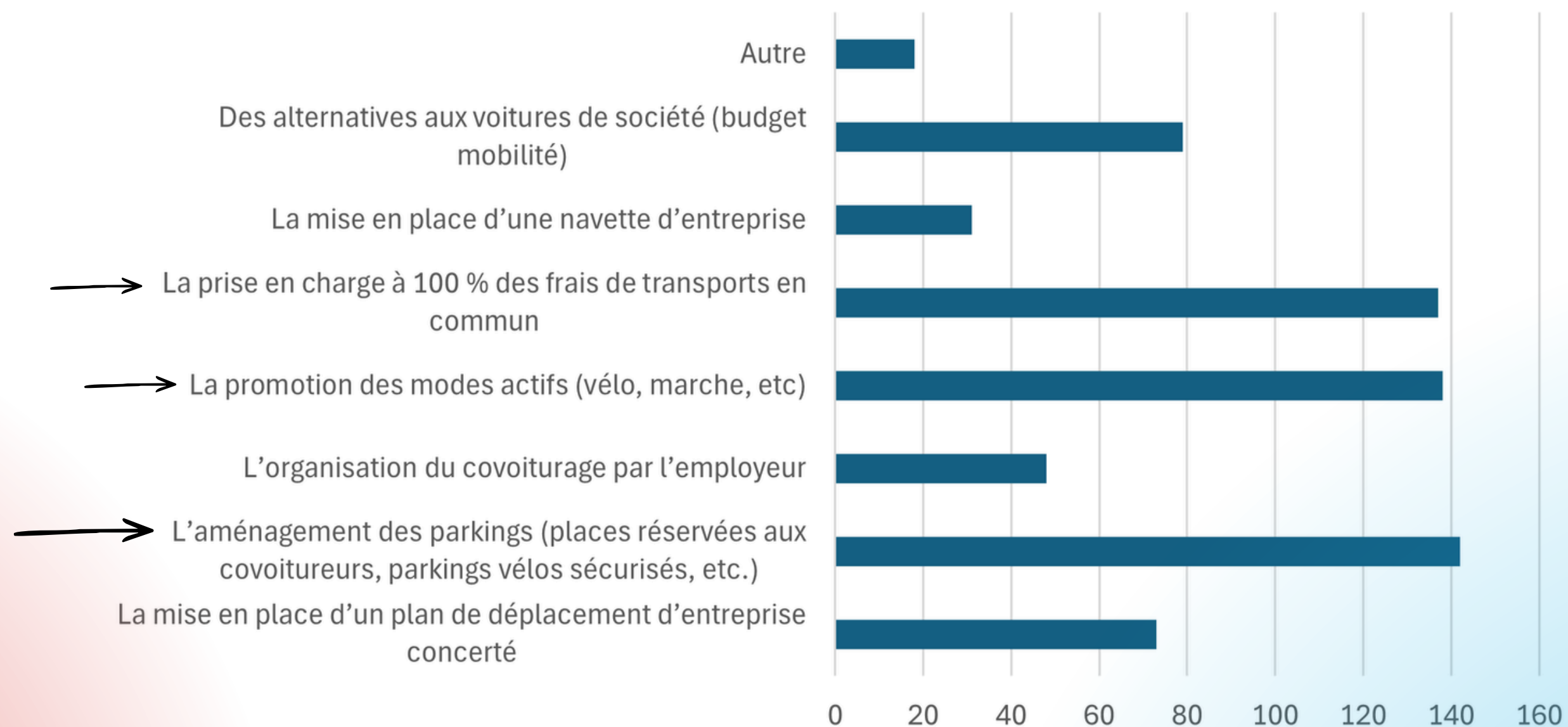
Un peu moins d'un répondant sur deux (47% exactement) juge les questions de mobilité importantes pour eux. Ces questions sont très importantes pour près d'un répondant sur deux (40%).

- Très important
- Important
- Peu important
- Pas important du tout

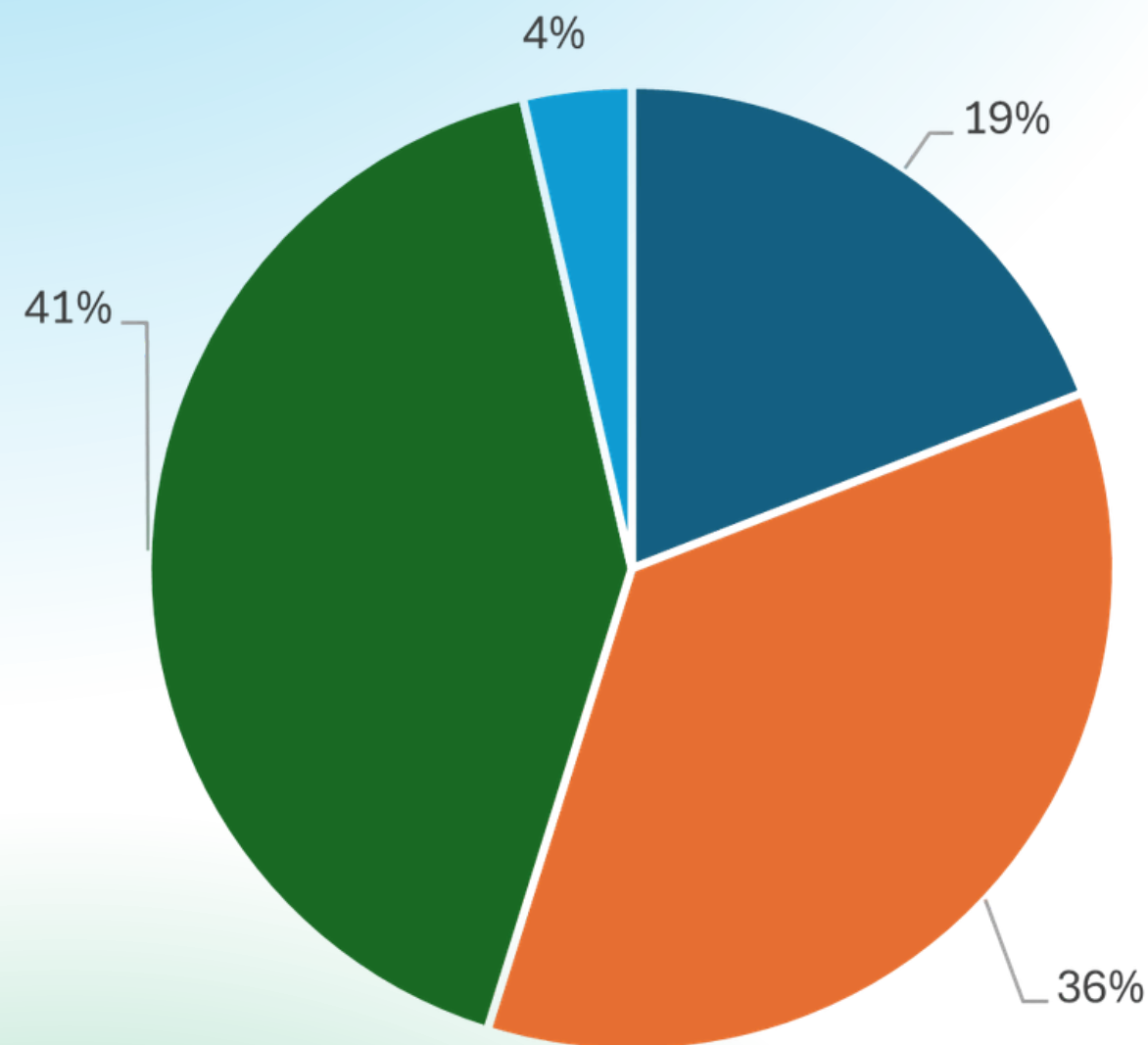


# Les priorités en matière de mobilité

Pas des sujets abordés dans le cadre de la concertation sociale mais des priorités propres des représentants



# Les motivations à travailler sur la mobilité

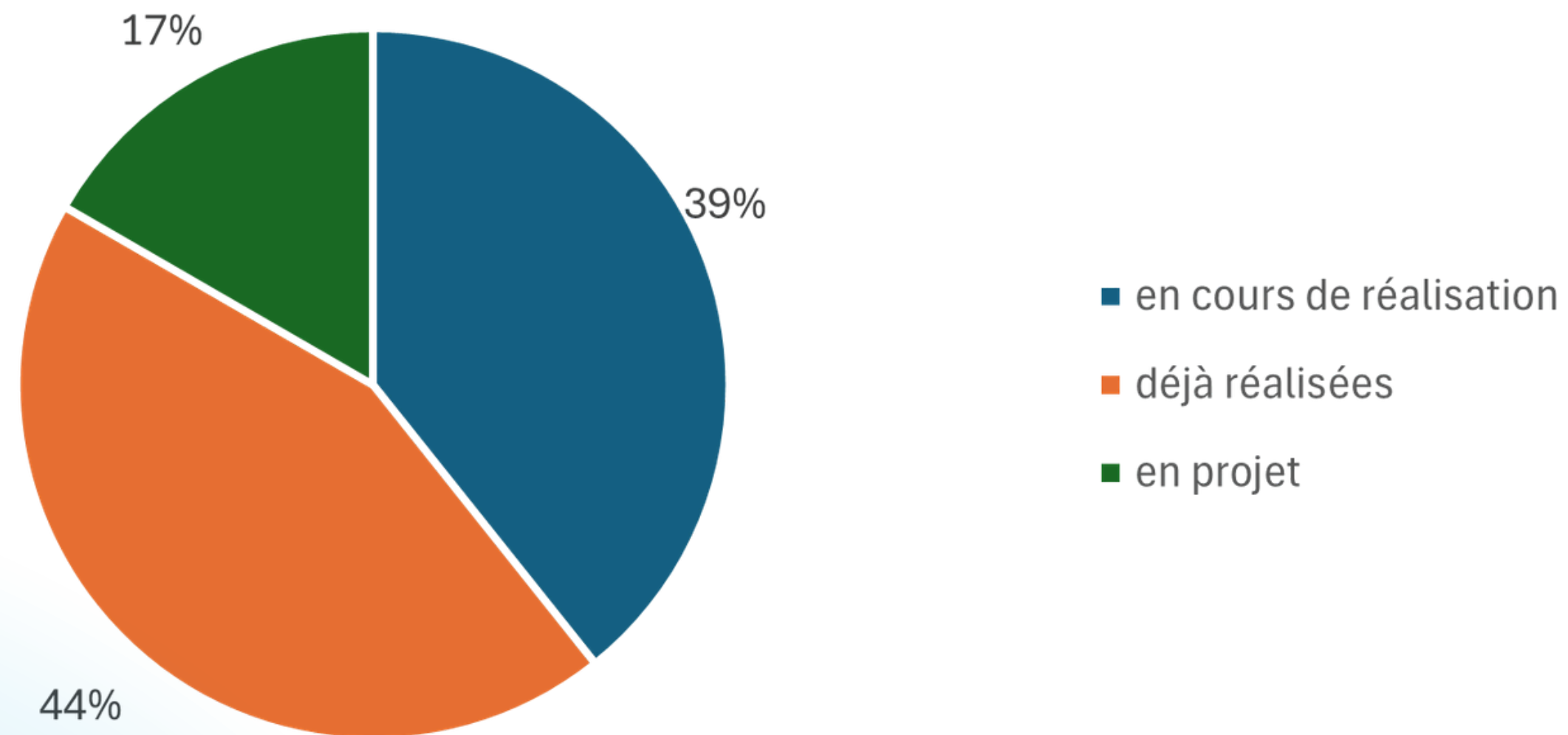


- Faciliter le recrutement de nouveaux travailleurs en améliorant l'accessibilité de l'entreprise
- Diminuer les coûts des déplacements liés au travail
- Réduire les déplacements en jouant sur l'organisation du travail (horaires, télétravail, etc.)
- Autre

La comparaison avec l'enquête de 2017 met en évidence un glissement dans l'ordre des priorités. En 2017, la diminution des coûts de déplacement constituait la motivation principale, tandis que les mesures visant à réduire les déplacements par l'organisation du travail occupaient la deuxième place.

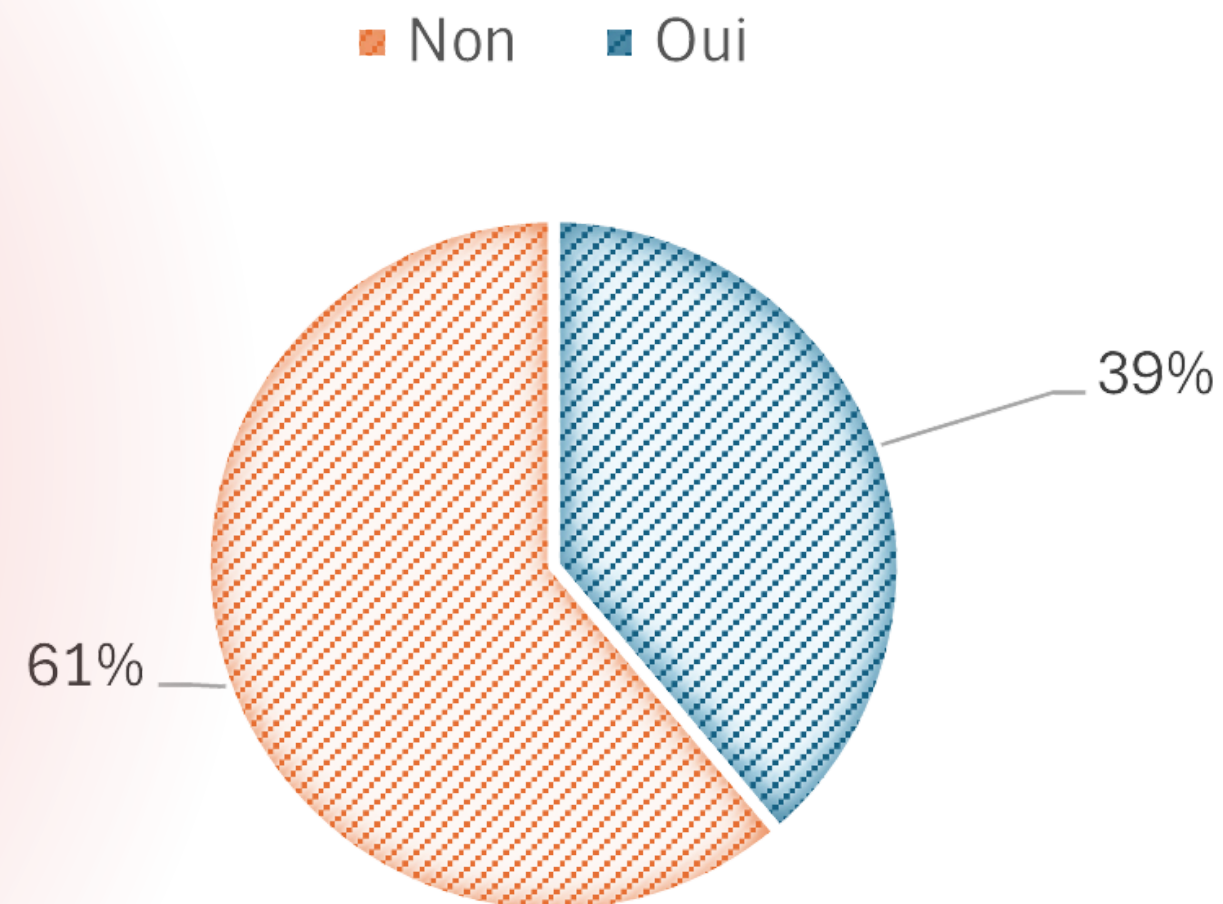
# Les bonnes pratiques

Environnement & mobilité

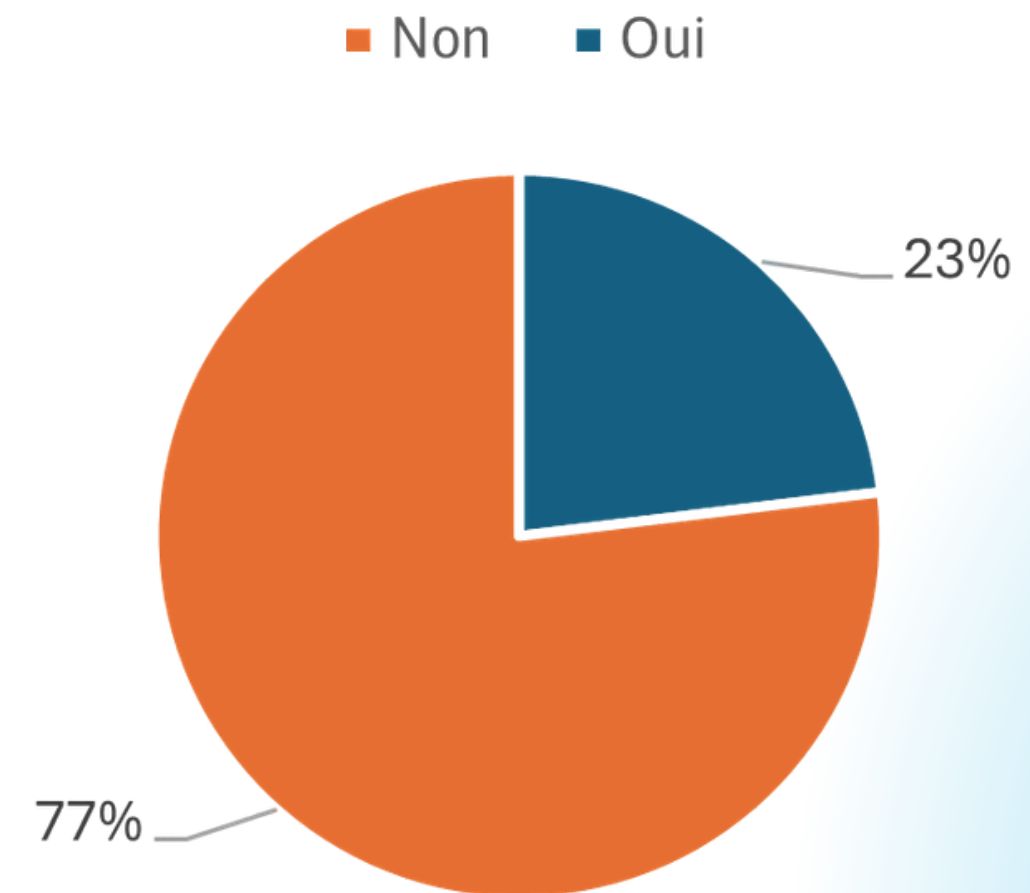


# Connaissance des cellules

“Connaissez-vous la cellule environnement?”

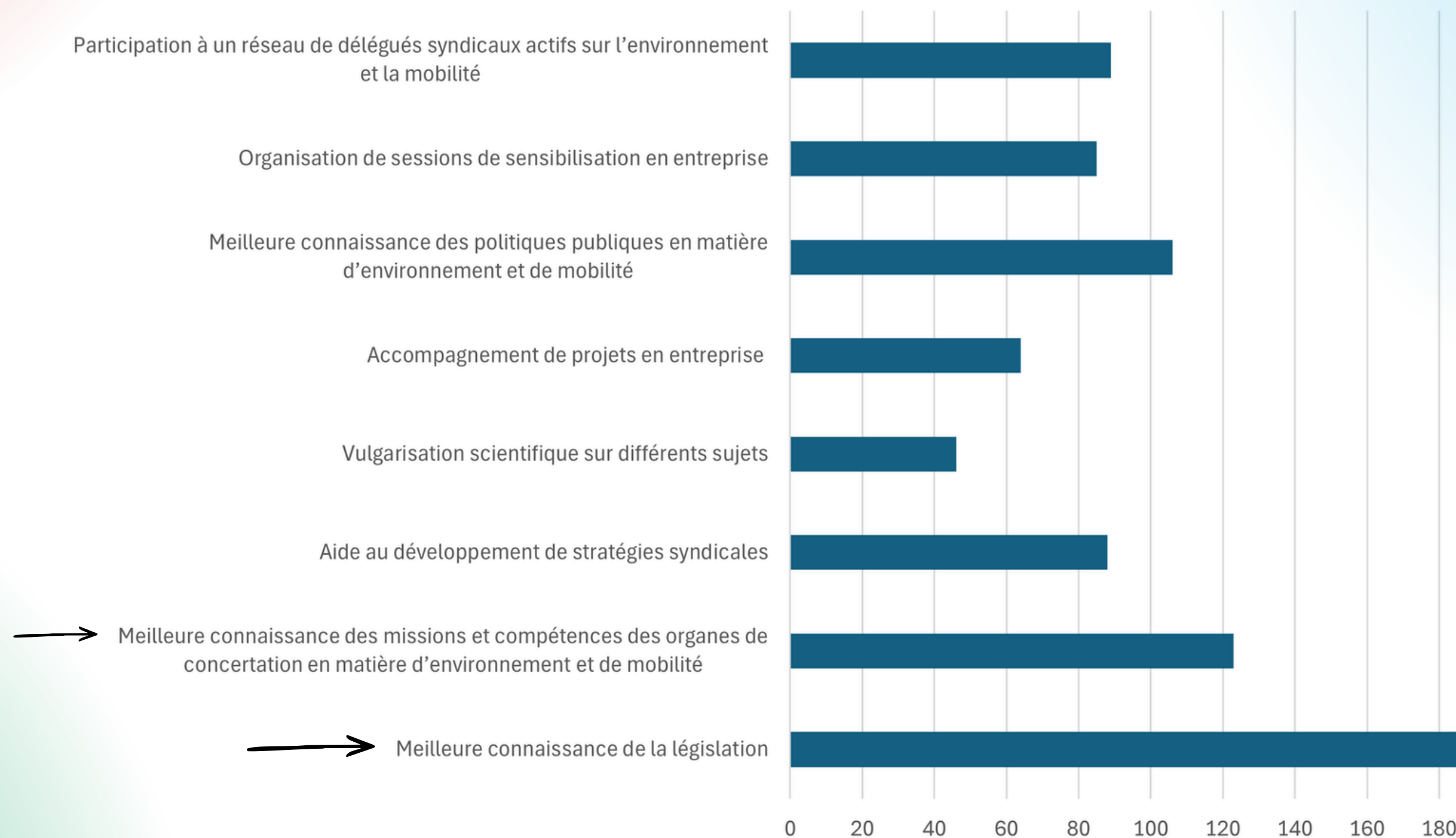


“J’ai déjà participé aux formations environnement/mobilité”



# Les besoins pour améliorer l'action syndicale

## Environnement et mobilité



# Conclusion

Les résultats de l'enquête réalisée en 2025 corroborent dans une large mesure à ceux de l'enquête de 2017

# Acteurs

Représentants  
des travailleurs

L'employeur

Conseiller en  
prévention

Bien que les représentants des travailleurs soient les principaux initiateurs de la concertation, leur influence sur la prise en compte de questions d'environnement et de mobilité se classe désormais derrière les facteurs externes légaux et d'image de marque. Elle reste cependant un facteur clé.

# Freins

Manque d'engagement  
de la direction



On constate qu'une mauvaise santé financière de l'entreprise affaiblit l'intérêt de l'employeur et qu'un climat social tendu affaiblit l'intérêt à la fois de l'employeur et des travailleurs.

Difficultés à mobiliser les  
travailleurs



Ce frein était moins évident en 2017, ce que nous expliquons notamment par l'évolution du contexte socio-économique.

# Thèmes

L'émergence de la question de la transition énergétique, à côté de celle toujours prioritaire de la gestion des déchets.

Si l'on compare les thèmes faisant l'objet de la concertation sociale avec les priorités formulées par les représentants des travailleurs, on observe clairement que la préoccupation pour l'impact des problématiques environnementales sur la santé des travailleurs ne se reflète pas dans la réalité des débats.

L'essor des questions de mobilité douce apparaît clairement comme un facteur de qualité de vie au travail.

Des thèmes concrets qui touchent directement les travailleurs comme la gestion des parkings ou la prise en charge des frais de déplacement ne sont pas les plus présents dans la réalité de la concertation.

# Thèmes

Relative mise à l'écart des thèmes comme la biodiversité, les ODD et l'alimentation durable

Besoin d'outillage, de formation et d'accompagnement pour élargir le champ d'intervention syndical sur l'environnement!

# Bonnes pratiques

Tendance à avoir davantage de bonnes pratiques dans les entreprises où existe une personne en charge de l'environnement et/ou de la mobilité.

Ce n'est pas une garantie : dans plusieurs entreprises où ces fonctions existent, aucune bonne pratique n'a été relevée.

Il faudrait analyser ce que recouvre le concept de bonne pratique pour les représentants des travailleurs.

# Pour aller plus loin

L'acquisition de connaissances juridiques et institutionnelles

Renforcement des réseaux et des compétences stratégiques

La maîtrise des cadres réglementaires et des mécanismes de concertation constitue un levier essentiel pour améliorer l'action syndicale dans ces domaines.

Nécessité d'une approche articulante formation, mise en réseau et soutien de l'action syndicale en matière d'environnement et de mobilité dans l'entreprise.



# TÉMOIGNAGES

Martine Evraud, déléguée CSC, ULiège

Isabelle De Neyer, déléguée FGTB, SGS

Bernard Huet, délégué SYNOVA, Lidl



PAUSE



# DÉBAT

**« QUEL RÔLE POUR LA CONCERTATION SOCIALE EN ENVIRONNEMENT DANS UNE TRANSITION ÉCOLOGIQUE DÉMOCRATIQUE ET SOCIALEMENT JUSTE ? »**

Eugénie Ledoux, secrétaire régionale SYNOVA, Luca Ciccia, CSC  
Isil Erdinç, membre du centre de recherches METICES - ULB  
Nadège Vanhoutte, board member The Shifters Belgium  
Agathe Defourny, coordinatrice politique Canopea  
Kobe Martens, conseiller FGTB - BRISE



# CONCLUSION

Daniel Cornesse, secrétaire national CSC

Aude Roland